

BADAC

Comprendre la complexité du fédéralisme suisse

La Base de données on-line des cantons et des villes suisses (BADAC) permet de connaître dans le détail le fédéralisme helvétique au sens large du terme, autrement dit son fonctionnement, son organisation politico-administrative, ses acteurs, ses finances ou encore la collaboration intercantonale. Il s'agit d'un outil de recherche et d'enseignement à haute valeur ajoutée, qui quantifie le système politico-administratif suisse, tout en le rendant plus compréhensible par tout un chacun. La BADAC est développée depuis plus de quinze ans par une petite équipe de chercheurs de l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP) à Lausanne, avec le soutien des cantons et des villes suisses.

Didier PLANCHE

Le fédéralisme représente l'un des piliers de l'ordre constitutionnel helvétique et un élément central de l'identité suisse. Les cantons y jouent un rôle prépondérant, entre autres dans les secteurs de la sécurité et de l'ordre public, de la culture, de l'instruction et de la santé publiques, où leur autonomie s'avère particulièrement prononcée. En outre, ils participent pleinement aux processus administratifs, car ils mettent en œuvre et exécutent eux-mêmes l'essentiel des lois et des programmes de la Confédération. *«Il n'est pas aisé de décrire les spécificités du fédéralisme helvétique avec sa mosaïque de 26 cantons urbains, ruraux, alpins et de plaine, ses quelque 2700 communes peuplées ou non et riches ou dépourvues de ressources, ses quatre langues nationales, ses deux religions dominantes que sont le catholicisme et le protestantisme, sa population avec une forte proportion d'étrangers, ses autorités cantonales et communales, etc. C'est donc dans l'optique de mieux appréhender toute la complexité*

de ce fédéralisme que l'IDHEAP a fondé la Base de données des cantons et des villes suisses, ou BADAC», explique son chef de projet depuis 2002, Christophe Koller. Lancée en 1990 sous la direction du professeur Raimund E. Germann, en collaboration avec la Conférence suisse des chanceliers d'Etat, cette initiative répondait

à la nécessité de développer un système d'information utile aux administrations publiques et à la recherche en science administrative. Sa première version date de 1994, puis la BADAC a connu une refonte totale dès 2002 avec la réalisation de nouvelles enquêtes on-line, la construction d'un site élaboré et la création d'indicateurs

qui décrivent et analysent le fédéralisme et l'Etat en Suisse.

Exhaustivité des données disponibles

Cette année, la BADAC a encore étoffé son contenu et a été modernisée pour faciliter sa consultation en accès libre sur Internet (www.badac.ch). Son site bilingue (français/allemand) présente des données comparatives sur les administrations et les autorités des 26 cantons suisses, ainsi que sur toutes les villes du pays, sous forme de tableaux thématiques synthétiques, de graphiques, d'organigrammes ou de cartes. Il communique aussi des chiffres clés, des indicateurs uniques et pertinents, y compris au niveau des comparaisons interrégionales et internationales, exploite les données de ses enquêtes propres et présente des publications et des informations actualisées et uniques sur l'Etat, avec tous ses particularismes et ses composantes. De même, ce site fournit des tendances et des comparaisons pour les années 1990-2010 avec des



Christophe Koller, cheville ouvrière de la base de données BADAC. © DR

options de régionalisation à la carte, produit régulièrement des articles et oriente le visiteur internaute vers des recherches et d'autres publications portant sur l'Etat et ses administrations. L'utilité et le succès de la BADAC ne se démentent pas, bien au contraire, puisqu'au quotidien les demandes d'information affluent des politiques, en particulier des parlementaires et des constituants, des collectivités publiques, des chercheurs, des médias et de tout citoyen désireux d'approfondir ses connaissances du secteur public en Suisse. La Base de données, dont le budget annuel total avoisine les 200 000 francs, est financée par les cantons et de nombreuses villes au prorata de leur population respective. Sur le plan politique, elle s'appuie sur un groupe d'accompagnement composé de chanceliers d'Etat, de membres d'états-majors des cantons, de la Maison des cantons et de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des finances.

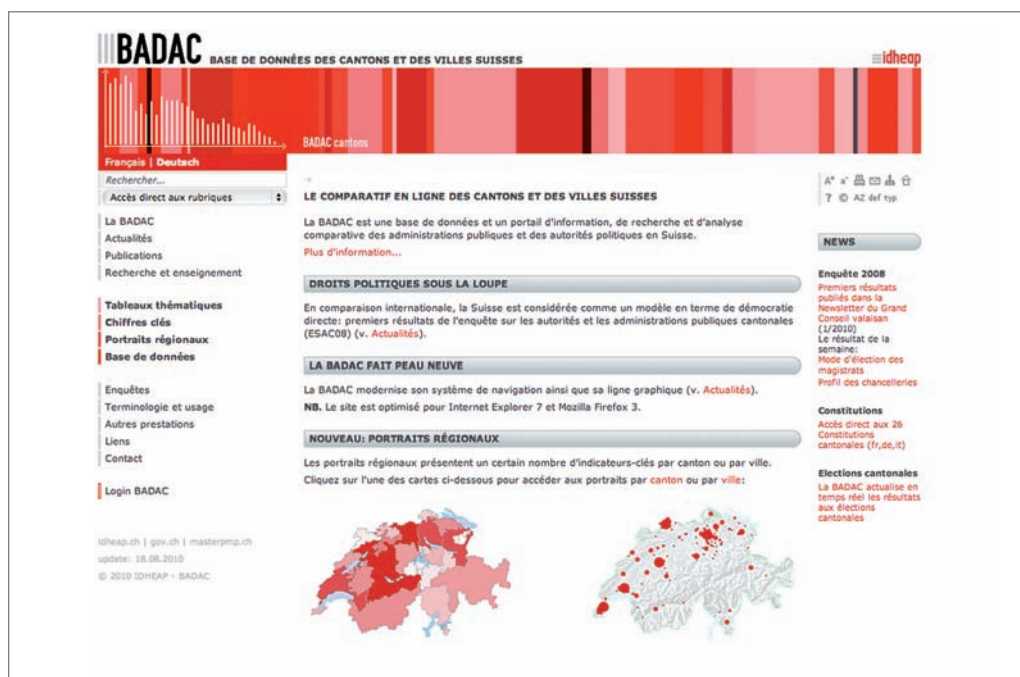
Financer les développements

«Nous travaillons actuellement sur les résultats de l'enquête menée en 2008 sur les administrations cantonales, qui couvre divers aspects liés aux institutions politiques des 26 cantons, au personnel de la fonction publique, aux caisses de pension, aux collaborations intercantionales et intercommunales avec un zoom sur le domaine des écoles et de la formation, ainsi qu'aux réformes visant à moderniser l'Etat et à leurs conséquences sur la répartition des tâches. Cette enquête se focalise aussi sur les questions liées à l'organisation de la sécurité publique, une nouveauté, afin d'évaluer, entre autres, les coûts de

maintien de l'ordre public lors de grandes manifestations sportives, plus spécifiquement footballistiques. Elle s'intéresse encore aux droits politiques des étrangers et à leur intégration, ainsi qu'à l'éligibilité des magistrats en relation avec l'introduction du Code de procédure pénale unifié, qui entrera en vigueur en 2011. Des résultats partiels de cette enquête figurent déjà sur le site de la BADAC. Leur intégralité, avec les données politico-administratives actualisées, seront publiés tout prochainement», annonce Christophe Koller, qui étudie actuellement la taille de l'Etat par canton, combinant les dépenses publiques avec l'emploi, et envisage la création d'un nouvel indicateur sur ce thème. «J'ai remarqué que la taille de l'Etat varie selon la vocation du canton, par exemple entre ceux ayant une fonction de frontière, qui emploient de nombreux frontaliers et se caractérisent, le plus souvent, par un tissu industriel orienté vers l'exportation, et d'autres, davantage tournés sur le marché intérieur», commente le responsable de la

BADAC, qui était auparavant employé par l'Administration fédérale pour réaliser différentes enquêtes, notamment sur les salaires et la santé des particuliers et de la population institutionnalisée. «Au chapitre des innovations, la BADAC termine un atlas de l'Etat interactif, en collaboration avec le Service d'information géographique de l'Université de Lausanne, qui pourrait voir le jour cet automne», confie Christophe Koller, qui poursuit ses recherches dans les domaines de l'histoire de l'industrialisation et du développement des institutions économiques en Suisse, en

parallèle à son activité au sein de l'IDHEAP. L'amélioration de la diffusion du site auprès des administrations et d'autres développements importants suivront, pour autant que la volonté et le financement des 26 cantons, renouvelable tous les trois ans, l'autorisent. Une motivation pour le responsable de la BADAC qui se fait fort de les convaincre de son bien-fondé, grâce à la puissance de ce système de décriptage du fédéralisme unique en son genre et l'exhaustivité tout à fait exceptionnelle des données disponibles. ■



www.badac.ch/fr/index.php. © DR

René Jemmely Sàrl

**MENUISERIE • EBENISTERIE
AGENCEMENTS**

*Un agencement exécuté par un professionnel
vous donnera toujours satisfaction*

255, route de St-Julien
1258 PERLY
Tél. 022 771 44 74

Natel: 079 606 30 60
Fax: 022 771 44 90
rjemmely@bluewin.ch